



Angles d'Attac

ASSOCIATION POUR UNE TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE
BULLETIN ÉDITÉ PAR ATTAC SUISSE, 1205 GENÈVE - WWW.SUISSE.ATTAC.ORG - NUMÉRO 89 - AVRIL 2013



Sommaire

Absence de réflexion ou stratégie cachée ?	1
Pour une réglementation des transnationales actives dans le négoce des matières premières	2
Mettons fin à l'impunité des multinationales !	3
Les paradis fiscaux, enquête sur les ravages de la finance néolibérale	4
Journée des luttes paysannes	6
En route pour Athènes...	7
Attac suisse a gagné en justice contre Nestlé et Securitas	7
FSM et anticapitalisme	8
Impressum	9
contre-Temps : Quand un patron se lâche	10
Non le 9 juin à la révision de la loi sur l'asile !	12

TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

Absence de réflexion ou stratégie cachée ?

Le 22 janvier, onze pays européens ont décidé d'introduire une taxe sur les transactions financières, une revendication qui est aux origines du mouvement Attac. Dans notre dernier bulletin nous expliquons les limites de cette décision qui a toutefois le mérite d'exister.

La Commission européenne continue d'avancer dans la mise en oeuvre de ce projet et on espère que la taxe entrera en application au 1er janvier 2014.

Elle s'appliquera aux transactions internationales et aura assurément des effets pour la Suisse. C'est pourquoi Christian Levrat a demandé au Conseil fédéral d'établir un rapport sur les conséquences pour notre pays. Sur cette base, le gouvernement aurait pu évaluer la nécessité d'agir. Eh bien, le Conseil des Etats a refusé le postulat selon le principe bien connu : ne rien écouter, ne rien entendre, ne rien voir.

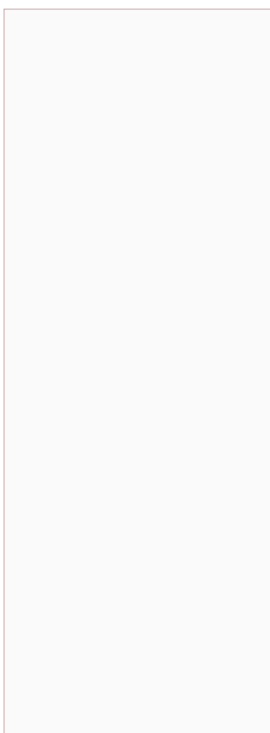
Le Conseil fédéral refuse de réfléchir à une taxe «qui désavantagerait la Suisse sur le plan de la compétitivité». Toujours les mêmes discours qui cachent mal l'espoir de certains milieux de profiter de la place particulière de notre pays au cœur du continent

pour en tirer des avantages dans la concurrence entre l'Europe et les Américains.

Les milieux bancaires voient aussi la question sous un autre angle : Michel Dérobert, secrétaire de l'association des banquiers privés, estime que le Conseil fédéral ne pourra pas faire l'économie d'une analyse sur les effets de cette taxe. Pourquoi ? Etant donné que la Suisse taxe déjà certaines transactions par le biais du droit de timbre, il y a un risque de double imposition. Donc sa solution est simple : supprimons le droit de timbre.

Ce projet n'est malheureusement pas celui d'un illuminé mais il fait partie intégrante des réflexions autour de la troisième réforme de l'imposition des entreprises qui prévoit également une diminution drastique des impôts sur le bénéficiaire. Les sommes en jeu se comptent en milliards de francs de recettes fiscales par année.

Cette stratégie rappelle furieusement celle qui a déjà échoué dans des pays comme l'Irlande ou Chypre. Il est temps de changer de direction. La bataille sur la réforme de l'imposition des entreprises ne fait que commencer.



Les spéculateurs s'enrichissent, les peuples s'appauvrissent

Nous joignons à ce numéro le dépliant du collectif contre la spéculation sur les matières premières auquel Attac participe. Nous vous invitons à participer aux activités prévues.

Réglementation des transnationales actives dans le négoce des matières premières en Suisse

Attac suisse a réagi aux propos tenus par M. Eric Scheidegger, chef de la Direction de la politique économique du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco), dans un article paru le 7 février dans l'AGEFI et repris dans d'autres journaux.

Dans cette interview, M. Scheidegger dit comprendre la perception par certains milieux politiques et ONG d'un «risque de réputation» pour la Suisse que représente le négoce des matières premières. Le danger provient, d'une part, du pouvoir des entreprises de ce secteur sur les marchés, en regard de leur taille, et du risque d'abus que cela implique. En effet, le chiffre d'affaires cumulé des trois plus grandes transnationales de négoce basées dans notre pays se monte à environ 600 milliards de francs. D'autre part, ces dernières sont actives dans des pays fragiles au niveau des institutions et où se posent des problèmes de corruption, de droits humains et d'Etat de droit. Malgré ces dangers, M. Scheidegger indique qu'«il est donc légitime de soulever la question, mais cela ne signifie pas que la Suisse doit impérativement introduire de nouvelles réglementations.»

Langue de bois néolibérale

Si l'on prend en considération les énormes dégâts provoqués par ces transnationales actives depuis la Suisse, ce genre de propos représente un bon exemple de langue de bois néolibérale. Tout d'abord, pour les centaines de milliers de personnes victimes des activités liées à l'extraction et au négoce de matières premières, dont il semble nécessaire de rappeler ici la violence, la «réputation» de la Suisse comme paradis légal et non contraignant à l'égard des transnationales accueillies à coup d'abattements fiscaux n'est plus à faire. Dans notre beau pays, qui se targue d'être un Etat de droit, aucune loi n'existe pour obliger les transnationales à respecter le droit à la nourriture, le droit à la terre et le droit à une vie décente des populations des régions d'extraction des matières premières. A ce stade, il ne s'agit pas de «surréglementer» comme se défend M. Scheidegger, mais de lancer le débat sur l'établissement de réglementations contraignantes pour ces transnationales, inexistantes à ce jour.

Plus loin, M. Scheidegger décharge la Suisse de ses responsabilités sur les gou-

vernements et les entreprises sur place. Pourtant, la situation de corruption endémique entre ces transnationales corruptrices et de faibles gouvernements corruptibles dont parlait M. Scheidegger au début de l'interview exige de tout évidence des sanctions de la part de la Suisse et des

pays riches. Selon lui, la seule réglementation imaginable concernerait d'éventuels dysfonctionnements du marché. Les graves atteintes aux droits humains concernant les déplacements forcés des populations, l'accaparement des terres, la militarisation de régions entières ainsi que la dégradation de l'environnement des pays victimes de la cupidité de ces transnationales ne sont tout simplement pas abordés. L'opacité du marché des matières premières et le désintérêt pour la question de la part des médias lui semblent sans doute des remparts suffisants pour préserver la «réputation» de la Suisse.

La concurrence empêche de réglementer

Selon M. Scheidegger, la sacro-sainte concurrence de la Suisse avec des pays qui abritent d'autres transnationales du secteur du négoce (Singapour, Etats-Unis, Royaume-Uni, etc.) empêche une réglementation protégeant les populations affectées. En ce qui concerne la transparence des transactions des transnationales, M. Scheidegger n'a apparemment pas connaissance du fait que les Etats-Unis ont adopté des lois contraignant les firmes actives dans l'industrie pétrolière et minière à publier leurs paiements aux gouvernements des pays producteurs et que l'Union européenne s'apprête à en faire de même. Il n'a pas non plus connaissance des multiples campagnes anti-extractives qui ont vu le jour partout dans le monde, en Australie chez les Aborigènes, dans tous les pays d'Amérique du Sud concernés par l'industrie extractive et également en Europe de l'Est, notamment contre l'extraction des gaz de schiste. De



surcroit, actuellement, il est possible d'affirmer que les pays qui abritent des transnationales du négoce de matières premières doivent répondre à des groupes de pressions, politiques ou ONG, qui exigent les mêmes réglementations que celles que nous revendiquons en Suisse.

Pour toute action, M. Scheidegger indique que la Suisse soutient de nombreuses initiatives dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises. Nous pouvons sans autre lui rappeler ce qu'il sait déjà: la responsabilité sociale des entreprises représente un manque à gagner pour ces dernières et donc, dans un système de profit maximal, sans obligations légales, elle est simplement ignorée.

Contre le mépris des droits humains, les citoyens s'engagent

Des dizaines de milliers de citoyens suisses se sentent de plus en plus choqués par cette attitude de mépris des droits humains élémentaires, non seulement de la part des milieux économiques mais également de la part de notre appareil étatique totalement au service des transnationales, du monde de la finance et de l'économie. Nous, citoyens du monde, nous nous opposons à la guerre économique, organisée par ces puissants groupes et acceptée par nos gouvernements, et qui plonge chaque jour un nombre toujours plus grand de personnes dans la pauvreté. La Suisse ne peut pas continuer à servir de base aux transnationales responsables de ce que Jean Ziegler nomme la «Destruction massive».

Rémy Gyger

Mettons fin à l'impunité des multinationales !

Il est temps d'unir les centaines de luttes, campagnes, réseaux, mouvements et organisations qui combattent de différentes manières contre les multinationales qui s'approprient nos destins, notre patrimoine naturel et nos droits aux quatre coins de la planète. Maxime Combes, membre d'Attac France, viendra nous entretenir de cet appel international lors du forum du 13 avril à Lausanne.

La mondialisation néolibérale a ouvert les portes à l'exploitation sauvage du monde par les grandes puissances économiques et financières. Elles ont progressivement pris possession de nos vies et de la planète, se couvrant d'impunité par le démantèlement et la violation systématique des législations et la signature d'accords internationaux de commerce et d'investissement, qui donnent plus de droits aux «investisseurs» et au capital qu'aux citoyens. Ainsi, les droits des peuples ont été systématiquement violés, la Terre et ses ressources détruites, pillées et polluées et les résistances criminalisées, alors que les entreprises continuent de commettre leurs crimes économiques et écologiques en toute impunité. Poussées par leur impératif de maximiser les profits, les multinationales cherchent à dresser les travailleurs des différentes régions les uns contre les autres dans ce qui est une course vers le bas pour les populations travaillant sur la planète.

La gouvernance et les politiques des institutions internationales (FMI, BM et l'OMC) servent depuis longtemps les intérêts des entreprises, tandis que les institutions de l'ONU et l'UE sont de plus en plus captées par les entreprises multinationales, comme en témoignent les politiques élaborées pour satisfaire les intérêts du capital et le refus systématique de ces institutions de leur imposer des limites.

Dans la plupart des pays, les gouvernements sont au service des intérêts des entreprises et contre nous, la majorité. Mettant de côté les principes démocratiques, ils usurpent les institutions et, avec la complicité des élites nationales, réussissent à faire changer les lois et les politiques qui permettent aux entreprises de continuer de piller les richesses des nations et de maintenir une relation de prédation envers la nature. Pour faire face à la montée des critiques au sujet de leurs agissements envers les popu-

lations, les entreprises multinationales ont conçu des outils tels que la responsabilité sociale des entreprises visant à assainir leur image, tout en leur permettant de continuer à augmenter leurs profits. En outre, elles contrôlent les grands médias de communication, lesquels jouent un rôle clé en assurant la continuité de leur hégémonie.

Agissant avec brutalité dans les pays riches dont elles sont originaires, mais surtout dans les pays de l'hémisphère Sud – et de plus en plus dans les pays émergents comme le Brésil, l'Inde, la Chine et la Russie – les grandes entreprises s'approprient de manière croissante notre richesse et nos droits. Leur monopole économique croissant, leur pouvoir politique et leur contrôle sur le système judiciaire détruisent notre droit à une vie décente, dominent les habitudes culturelles et de consommation de nos peuples et nations.

Les entreprises multinationales ont marchandisé la vie et continuent de s'emparer de nos territoires, des forêts et de l'eau, et transforment les relations sociales et humaines. Aujourd'hui, par exemple, la santé et l'éducation sont considérés comme des privilèges pour ceux qui ont de l'argent, et non comme des droits universels de tous les peuples. Avec la crise aux Etats-Unis et dans divers pays européens, les banques ont exproprié des milliers de personnes. En Europe, elles ont imposé des mesures d'austérité qui sont une réplique des programmes d'ajustement structurel mis en oeuvre dans les pays du Sud pour faire face à la soi-disant dette externe. Aujourd'hui, nous assistons à des attaques sans précédent contre les services publics, les droits du travail et les programmes sociaux, tandis que les gouvernements utilisent les fonds publics pour sauver les excès des marchés et les institutions financières.

Les entreprises multinationales opèrent au niveau mondial, se déplaçant d'un pays à l'autre, tout en appliquant la même recette pour générer des profits à tout prix. C'est nous, les 99%, qui en payons les coûts. Pourtant, les résistances grandissent chaque jour partout sur la planète. Il y a toujours plus de communautés, de mouvements et des peuples qui luttent contre les multinationales. Ils se confrontent souvent à des entreprises ou des secteurs spécifiques mais ils ont remporté d'importantes victoires. Même si nous n'avons pas réussi à

enrayer l'avancée des multinationales car, en cas de défaite à un endroit, elles ajustent leurs stratégies et passent à une autre, et affrontent tous les obstacles qui se dressent sur leur chemin.

Par conséquent, pour se confronter au pouvoir des entreprises et au système qui le protège et qui profite aux entreprises multinationales, il est urgent et nécessaire d'apporter une réponse systématique. Nous devons unir nos expériences et nos luttes, apprendre collectivement de nos victoires et de nos échecs, partager les stratégies et les analyses pour mettre fin à l'impunité des entreprises multinationales. Les luttes concrètes de nos communautés contre une entreprise multinationale pourrait être d'autant plus victorieuse si nous sommes capables de les unir avec les efforts menés par d'autres personnes dans d'autres pays, régions ou continents.

Partager nos expériences de modèles de vie distincts de la culture produite par les multinationales et imposée par le capitalisme, qui veut maintenant se déguiser en vert, est également essentiel pour construire une société alternative dans laquelle nous serions protagonistes et souverains.

Démanteler le système de pouvoir des multinationales exige une action mondiale coordonnée : l'engagement dans les luttes dans différents domaines, en combinant des mobilisations dans les rues et dans les territoires, de l'éducation populaire et des actions dans les parlements, à travers les médias et au sein des organisations et forums internationaux.

En créant un puissant mouvement de solidarité et d'action contre les multinationales, contre leurs apologistes et promoteurs, nous allons commencer à construire un monde libéré de la puissance et de la cupidité des entreprises.

**Démantelons
le pouvoir des multinationales !**

**Mettons fin à l'impunité
des multinationales.**

<http://www.stopcorporateimpunity.org/>

Les paradis fiscaux, enquête sur les ravages de la finance néolibérale

Le livre de Nicholas Shaxson est un ouvrage fondamental sur le paradis fiscal. Il montre en quoi consiste concrètement le système off-shore, système qui se trouve au cœur de la finance néolibérale mondialisée. Shaxson est un journaliste britannique qui écrit régulièrement dans le Financial Times et dans The Economist et qui collabore avec le Tax Justice Network. Par de nombreuses recherches approfondies et d'innombrables anecdotes il explique de manière compréhensible pourquoi les paradis fiscaux sont aujourd'hui un facteur déterminant dans le fonctionnement du pouvoir économique et politique.

Plus de la moitié du commerce international passe par les paradis fiscaux, environ un tiers des activités bancaires transite par eux, la moitié des investissements étrangers en proviennent. Les paradis fiscaux ne sont pas des excroissances pittoresques de l'économie mondialisée. Au contraire, ils sont un élément central de la finance déréglementée. Leur fonction est double: non seulement ils permettent aux fortunés, individus ou entreprises, d'échapper au fisc, mais également de contourner les réglementations financières et plus généralement des lois qui partout ailleurs régissent la vie en société. L'auteur appelle les paradis fiscaux également les juridictions du secret.

On peut distinguer trois groupes principaux de paradis fiscaux: des pays de l'Europe continentale tels que la Suisse, le Luxembourg, les Pays Bas, la Belgique ou l'Autriche, ensuite La City de Londres avec ses satellites comme Jersey ou les Iles Caïman, issus de l'ancien empire britannique et enfin les Etats Unis et leur sphère d'influence. Beaucoup de paradis fiscaux ciblent les grandes économies situées à proximité. D'autres se sont spécialisés en lieu de transit, des étapes qui permettent aux capitaux en route pour d'autres destinations de changer de forme ou d'identité. On constate par exemple que 70% des investissements directs en Chine sont issus de cinq paradis fiscaux (Hong Kong, l'île Maurice, les îles Vierges britanniques, Singapour et les îles Caïman).

La tradition suisse

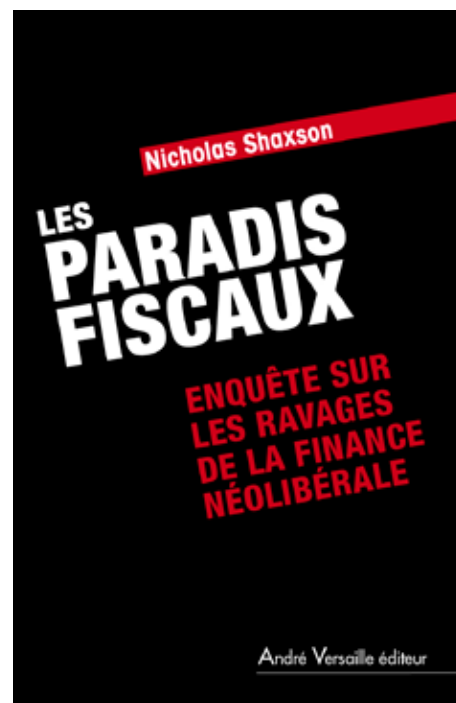
La Suisse est le plus ancien paradis fiscal. Longtemps elle restera aussi le plus

important. Le secret bancaire est profondément enraciné dans l'histoire helvétique. De par sa neutralité, sa structure décentralisée, sa stabilité politique et sa culture de la discrétion, la Suisse est très attractive pour le monde de la finance. La neutralité vis-à-vis des puissances belligérantes lui a permis de gagner beaucoup d'argent, grâce aussi à un comportement particulièrement peu glorieux comme dans le cas des fameux comptes juifs en déshérence. Parmi les nombreuses anecdotes rapportées par Shaxson, citons cet incident qui a eu lieu en 1932 lorsque la police française investi les locaux d'une banque suisse à Paris après qu'un informateur ait saisi une liste avec 1'300 clients soupçonnés d'évasion fiscale. La réaction de la presse suisse n'est pas sans rappeler l'attitude des médias lors d'événements similaires récents: on se montre outré du comportement musclé de la police et on parle d'une véritable campagne de haine dont la Suisse serait victime. Personne ne mentionne la fraude fiscale à l'origine de cet incident.

La montée de la City

Tout autre, et surtout plus récente, est l'histoire de la City de Londres en tant que paradis fiscal. C'est au milieu des années 1950 que la Grande-Bretagne prend son envol. Le système de Bretton Woods, mis en place à la fin de la deuxième guerre mondiale, permet un contrôle assez strict de la finance. Les banques sont tenues en laisse et les flux de capitaux sont restreints, limités aux besoins des activités commerciales. C'est alors qu'une grande banque de Londres (aujourd'hui HSBC) se met à contourner cette réglementation en prenant en dépôt des dollars américains. Selon Shaxson, l'émergence de ce qu'on appelle l'Euromarket, correspond au véritable big bang de la déréglementation, bien antérieur à 1986 où Thatcher libéralise formellement la finance. Ainsi s'est développé le premier marché off-shore en dollars, réglementé par personne. C'est le moment qu'attendaient les banquiers de Wall Street, soumis eux aussi à une stricte réglementation, pour investir massivement la City. La banque d'Angleterre, très liée aux milieux bancaires, laisse faire.

Les années 1950 voient l'édifice colonial de la Grande Bretagne s'écrouler, c'est



Nicholas Shaxson, *Les paradis fiscaux. Enquête sur les ravages de la finance néolibérale*, André Versaille éditeur, Bruxelles 2012. Texte revu et augmenté pour l'édition française. Original: *Treasure Islands, Tax Heavens and the Men Who stole the World*, 2011.

la fin de l'empire britannique. Mais sur ses cendres un nouvel empire est en train de naître, un empire financier cette fois, dans les mains de quelques nantis. Des taux d'intérêt élevés attirent des capitaux étrangers en dollars, tandis que la réglementation s'applique toujours à la livre sterling. C'est ici que démarre la finance moderne, off-shore et complètement dérégulée. Cette évolution est passée pratiquement inaperçue, rendue possible par l'idéologie néolibérale naissante telle que propagée par la société du Mont-Pèlerin. C'est aussi le début de la montée du dollar qui deviendra l'expression du nouveau rôle hégémonique des Etats-Unis. Le marché en eurodollars se propage petit à petit au loin, depuis Londres vers les satellites de la Grande-Bretagne, d'abord dans les îles Anglo-Normandes, puis dans les Caraïbes sous souveraineté britannique jusqu'en Asie et les atolls britanniques du Pacifique. Ainsi s'est formée

une toile d'araignée de paradis fiscaux et dont le centre de gravité est la City de Londres. D'après l'auteur, c'est l'élément le plus important et le plus agressif du système off-shore mondial.

Les Etats-Unis s'y mettent

Face à la forte concurrence de la place de Londres, des voix s'élèvent aux Etats Unis en faveur d'une législation plus accueillante pour les capitaux étrangers dits flottants, un marché où il s'agit d'ailleurs aussi de concurrencer la Suisse. Pour attirer ces capitaux, il faut en particulier réduire la fiscalité et assurer le secret. Quelques Etats, soit le Nevada, le Wyoming et le Delaware, sont devenus des paradis fiscaux à l'intérieur même des Etats-Unis. L'Etat du Delaware se distingue particulièrement comme juridiction du secret qui donne aux entreprises une liberté d'agir exceptionnelle. Ce deuxième Etat le plus petit des Etats-Unis abrite plus de la moitié des sociétés américaines cotées en bourse et deux tiers des 500 plus grandes entreprises recensées par le magazine *Fortune*. La plupart du temps il ne s'agit que d'un simple enregistrement. L'auteur cite l'exemple d'une seule adresse à Wilmington, où sont domiciliées 217'000 sociétés. Le Tax Justice Network a créé pour chaque pays un indice d'opacité financière basé sur de multiples critères. Selon cet indice, les pays les moins transparents sont les Etats-Unis, suivis du Luxembourg et de la Suisse.

Un rôle clé pour les multinationales

Les paradis fiscaux jouent un rôle particulièrement important dans les stratégies d'évitement d'impôts des entreprises multinationales. Le « profit shifting » consiste à déclarer les profits là où ils ne sont pas ou très peu imposés. L'auteur explique ce procédé avec l'exemple de la banane. Il y a d'abord la route physique: les bananes sont récoltées au Honduras par les employés d'une multinationale et expédiées en France. La multinationale les vend à un supermarché qui les vend aux consommateurs. Tout autre et beaucoup plus sinieuse est la route sur les pièces comptables: la multinationale se compose de multiples filiales d'activités annexes telles que la gestion de la marque, les opérations d'assurance, le transport maritime etc. situées dans des paradis fiscaux. La filiale « finance » au Luxembourg (ou en Suisse) peut par exemple accorder un prêt

à la filiale hondurienne et lui facturer tant de millions dollars d'intérêts par année, somme qui sera déduite des bénéfices imposables au Honduras avec pour effet une diminution considérable des impôts payés dans ce pays. Cette même somme sera déclarée comme bénéfice au Luxembourg ou l'imposition est nettement plus basse. Les possibilités sont ainsi innombrables, tout est un jeu de comptabilité. Comme le dit l'auteur: un immense secteur se développe ainsi au service exclusif de l'évitement fiscal, une formidable usine à gaz au cœur de l'économie mondiale. Les paradis fiscaux sont essentiels également pour la combine appelée « transfer pricing », soit la manipulation des prix. Une filiale d'une multinationale établie dans un paradis fiscal achète la marchandise à bas prix au producteur et la revend à un prix beaucoup plus élevé à une autre filiale, par exemple en Europe, toujours dans le but d'éviter les impôts.

L'engrenage

Avec l'exemple du Delaware, Shaxson montre l'influence d'un groupe très restreint agissant dans son intérêt sur la législation de cet Etat. Quelques banquiers ont réussi à supprimer le plafond des taux d'intérêt s'appliquant aux cartes de crédits et aux prêts personnels ce qui a ouvert les portes à des taux usuriers. De nombreuses banques s'installent par la suite au Delaware, l'industrie de la carte de crédit s'envole et a des répercussions sur l'ensemble des Etats-Unis. C'est un des facteurs qui ont déclenché la crise de 2007. Le deuxième exemple concerne le statut des cabinets d'audit comptable et financier. Ces cabinets jouent un rôle capital dans la surveillance des entreprises et sont de ce fait fortement réglementés. A Jersey, Iles Normandes, sous pression des milieux intéressés, le statut juridique de ces cabinets a été modifié en diminuant leur responsabilité en cas de problèmes sans pour autant augmenter l'obligation de divulguer des informations. Après l'adoption d'une nouvelle loi, les cabinets d'audit menacent Londres de s'installer à Jersey si la loi britannique n'est pas modifiée dans le même sens. En 2001, la Grande-Bretagne adopte une loi sur les *partnership* à responsabilité limitée, très proche de ce que ces cabinets souhaitaient. Des lois similaires seront ensuite adoptées au Canada, Nouvelle-Zélande, Australie,

Afrique du Sud et dans d'autres pays. Avec ces deux exemples, Shaxson montre comment la classe politique d'un paradis fiscal se trouve sous la mainmise d'une petite minorité liée à finance. Dans le cas du Jersey, il s'agissait d'une poignée d'intrigants et de dirigeants de grandes sociétés. C'est aussi un processus de nivellement vers le bas: les paradis fiscaux sont les béliers de la dérégulation.

A quand de vraies mesures contre les paradis fiscaux ?

Pour ce qui est des tentatives récentes de lutte de l'OCDE contre les paradis fiscaux, l'auteur les estime très peu convaincantes. La liste noire établie par l'organisation ne comportait aucun des pays membres. En avril 2009, elle était déjà vide, les 32 paradis fiscaux qui y figuraient s'étaient simplement engagés à signer chacun un accord avec douze pays. L'accord porte sur l'échange d'information non pas automatique mais uniquement sur demande, son efficacité est donc très discutable. Les pays pauvres sont une fois de plus les oubliés, pays qui souffrent énormément de l'évasion fiscale et de la corruption. Les paradis fiscaux ne sont pas en train de disparaître, au contraire, ils sont en progression. Le seul espoir peut venir de la pression de la société civile, d'ONG comme Global Finance Integrity ou Tax Justice Network ou encore d'Occupy. L'auteur présente une dizaine de mesures envisageables pour affronter le système off-shore pour de bon. Mais, dit-il, pour y parvenir il faut d'abord en comprendre la vraie nature. Et c'est à cela que son livre contribue brillamment.

Christine Dellsperger

Journée des luttes paysannes

Les questions alimentaires seront au centre de notre campagne autour des matières premières. Traditionnellement le 17 avril est la journée des luttes paysannes. Une occasion de revenir sur la question de la souveraineté alimentaire.

Lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996, la Via Campesina lançait le concept de souveraineté alimentaire avec deux objectifs : s'opposer au modèle de production et de distribution dominé par les intérêts privés, mais aussi soutenir l'économie locale et lutter contre la faim et la pauvreté. Depuis, la souveraineté alimentaire a fait de nombreux adeptes dans le monde entier et ce concept a été repris par tous ceux qui défendent les droits sociaux, environnementaux, économiques et politiques.

La souveraineté alimentaire diffère de la sécurité alimentaire, à la fois dans son approche et dans son aspect politique. Quand on parle de sécurité alimentaire, on ne se demande pas d'où viennent les denrées alimentaires, ni comment elles ont été

produites et distribuées. Trop souvent, les gouvernements qui atteignent leur objectif en matière de sécurité alimentaire utilisent des denrées produites en exploitant les hommes, en détruisant l'environnement et en ayant recours à des subventions et des politiques qui favorisent les entreprises du secteur agro-alimentaire au détriment des producteurs locaux. La souveraineté alimentaire favorise des moyens de production, de distribution et de consommation écologiques et un système d'approvisionnement local qui respecte les droits sociaux et économiques et contribue à la lutte contre la faim et la pauvreté. Elle permet d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous et soutient des méthodes commerciales et des investissements qui servent les aspirations de la société. La souveraineté alimentaire se traduit aussi par une gestion collective des ressources productives, des réformes agraires assurant une sécurité foncière aux petits producteurs, une agriculture écologique qui respecte la biodiversité et soutient le savoir-faire local, ainsi que les droits des paysans et paysannes, des femmes et des peuples autochtones. C'est aussi un vecteur de protection sociale et de justice climatique.

En 2001, des délégués représentant des groupes de paysans, d'artisans pêcheurs, des peuples autochtones, la société civile et le monde universitaire se sont réunis à La Havane à l'occasion du Forum mondial sur la souveraineté alimentaire afin de mettre en place les conditions de la souveraineté alimentaire. A partir de 2000, des militants opposés à l'accord de l'OMC sur l'agriculture ont demandé un soutien public en faveur d'une production agricole familiale et durable. Ils ont appelé à un mouvement donnant la priorité à la souveraineté alimentaire des peuples et s'opposant à une intervention de l'OMC dans les dossiers agricole et alimentaire.

Le Forum international sur la souveraineté alimentaire de 2007 qui s'est tenu au Mali a marqué un tournant. Plus de 500 personnes provenant de 80 pays se sont rassemblées pour échanger des idées, mettre en place des stratégies et des actions visant à renforcer le mouvement international de souveraineté alimentaire. La Déclaration de Nyéléni, qui résume la vision du mouvement, établit que :



La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération... La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche artisanale traditionnelle, un élevage de pasteurs, ainsi qu'une production, distribution et consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique... La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales libérées de toute oppression et inégalité entre hommes et femmes, entre les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations.

La souveraineté alimentaire est une solution à la fois pour les habitants de régions rurales et urbanisées, de pays pauvres ou de pays riches. C'est un espace de résistance au néolibéralisme et au capitalisme de libre marché, opposé à des relations commerciales et financières destructrices ; c'est un espace pour construire des systèmes d'approvisionnement démocratiques et économiques ainsi qu'un avenir juste et durable.

La majorité des denrées alimentaires de la planète sont produites par plus d'un milliard de petits producteurs, parmi lesquels beaucoup souffrent eux-mêmes de la faim. Nous ne trouverons pas de solutions à long terme aux conséquences catastrophiques du changement climatique, à la dégradation de l'environnement et aux crises économiques si nous n'amplifions pas la portée de leur voix et de leurs moyens. L'histoire de la souveraineté alimentaire est faite de luttes et d'espoir. Aujourd'hui plus que jamais, la souveraineté alimentaire est un impératif.

*Focus on the Global South
Editorial du dernier bulletin Nyéléni*

Caravane à vélo

Une caravane sillonnera la Suisse à vélo du 8 au 17 avril, de Wädenswil à Genève !

La Via Campesina fête ses vingt ans de luttes paysannes. Pour marquer l'événement, une caravane traversera la Suisse d'est en ouest, parcourant 450 km à vélo entre Wädenswil et Genève, et proposera des événements publics lors des 9 étapes, chacune sur un des thèmes clé de la souveraineté alimentaire.

La caravane mettra en lien des projets et des personnes actives dans la production d'aliments sains, locaux, écologiques et socialement responsables, favorisant un accès à la terre pour les petits producteurs, des structures de distribution locales et des prix et une rémunération équitable. La caravane fera étape dans ces fermes actrices et porteuses de souveraineté alimentaire. Le grand public est invité à rejoindre et accompagner la caravane pour accéder aux lieux des événements publics et découvrir ces fermes.

En route pour Athènes...

Alors que le Forum social mondial vient de se dérouler à Tunis, une autre rencontre internationale, l'Altersummit, le sommet alternatif des mouvements sociaux européens se tiendra à Athènes les 7 et 8 juin 2013. En voici une présentation largement reprise du site d'Attac France.

Cinq ans de crise et pour tout résultat une soumission de plus en plus complète des gouvernements européens aux exigences de la finance. Des plans d'austérité brutaux, des millions de personnes jetées dans la misère et la précarité, un saccage aggravé des ressources naturelles et des biens communs. La Grèce, mais aussi l'Espagne et le Portugal, utilisés comme laboratoires d'une régression européenne programmée...

L'Altersummit, l'autre sommet, celui des peuples, sera l'expression de la volonté commune d'organisations, réseaux, personnalités européennes de s'opposer ensemble à la politique de la Troïka, des gouvernements de nos pays, des banques et de l'oligarchie qui veulent utiliser la crise pour élargir encore l'espace de la marchandise et accroître les profits privés.

À Athènes, nous construirons nos espoirs communs, pour un avenir de justice et de démocratie sur une planète préservée.

À Athènes nous désignerons ensemble les responsables de la crise et de la paupérisation, du chantage odieux de la dette.

À Athènes, nous marquerons un temps fort de la construction d'une stratégie des mouvements sociaux en Europe, en dialogue avec des responsables politiques. Nous renforcerons l'énergie de ceux et celles qui rejettent le carcan des actuels traités et imaginent d'autres voies pour une refon-



dation démocratique européenne, pour construire ensemble une autre Europe.

À Athènes, nous esquisserons de nouvelles voies pour une démocratie véritable redonnant réellement sa souveraineté au peuple.

À Athènes, trois mois après le forum social mondial de Tunis, nous affirmerons à nouveau au bord de la Méditerranée que l'avenir de l'Europe ne peut se construire qu'avec les autres peuples de la planète.

À Athènes enfin, nous donnerons un élan nouveau à la solidarité entre les peuples européens et avec le peuple grec, cobaye mais farouche résistant à ces politiques.

Nous montrerons ainsi que les solutions en Europe existent, enracinées dans les initiatives citoyennes petites et grandes, que la solidarité est forte et peut les porter, qu'un autre avenir est possible pour ceux et celles qui vivent et travaillent ici, ou qui décident d'y vivre et d'y travailler venant d'ailleurs.

Les 7 et 8 juin à Athènes, ce sommet alternatif des peuples, l'Altersummit, sera l'occasion de manifestations, tribunaux, réunions de réseaux, qui porteront et élargiront les perspectives pour nos luttes.

Il sera social, démocratique et écologique.

Il sera européen, grec et migrant.

Il sera ce que nous déciderons d'en faire toutes et tous ensemble.

Plus d'informations sur www.altersummit.eu

Attac Suisse a gagné contre Nestlé et Securitas

«Nous ne ferons pas appel. Nous avons pris note de la motivation du tribunal et la respectons», a indiqué Melanie Kohli, porte-parole de Nestlé, interrogée par l'ats.

Ce jugement est non seulement une victoire contre la volonté d'entraver la liberté d'expression, c'est également un succès contre une société transnationale qui voudrait diriger le monde sans être soumise à aucune loi contraignante et sans tenir compte des gouvernements ni des peuples. Pour que cela soit possible, Nestlé cherche à se présenter devant l'opinion publique comme une entreprise au-dessus de tout soupçon, n'amenant au monde que bienfaits et bonheur. Hélas pour elle, la machine d'espionnage mise en place contre une association intéressée à démasquer ce qui se trouve derrière l'image de pure-Nestlé, révèle une entreprise aux abois, inquiète par ce qui pourrait être découvert de son business as usual.

La récente émission Temps Présent concernant l'assassinat du syndicaliste colombien Luciano Romero ainsi que la plainte pénale déposée par l'ancien syndicat de ce dernier, Sinaltrainal, ainsi que par le European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR) contre Nestlé en Suisse montrent une fois de plus que pour maximaliser les profits, certains milieux économiques sont prêts à aller jusqu'à violer les droits des travailleurs et même les droits humains élémentaires.

De notre côté, nous ne ferons pas appel. Attac est «satisfaite sur l'essentiel. Les considérants sont clairs. Le premier juge civil n'a pas mâché ses mots», a relevé Me Doliwo, avocat d'attac, en parlant du comportement «inadmissible» des deux sociétés.

Pour rappel, le 25 janvier dernier, le Tribunal civil de Lausanne a condamné Nestlé et Securitas. La cour a estimé que l'acquisition d'informations par infiltration dans la sphère privée constituait une atteinte illicite à la personnalité. «Un procédé déloyal, une forme de trahison», selon le juge.

Ce verdict nous conforte dans notre volonté de ne pas laisser les sociétés transnationales agir impunément. La soumission actuelle des Etats aux diktats de l'économie et de la finance n'amène que souffrances et austérité pour la majorité des populations. Il est urgent que les citoyens se réapproprient le pouvoir de décision qui engage leur avenir.



FSM et anticapitalisme

Du 26 au 30 mars 2013, la capitale tunisienne a accueilli une nouvelle édition du Forum Social Mondial (FSM), la toute première dans le Maghreb, la troisième en Afrique.

Depuis sa naissance en 2001 à Porto Alegre (Brésil), suite à l'initiative d'organisations brésiliennes et européennes, le FSM a connu une intense activité. Huit éditions ont eu lieu en 12 ans sans compter les nombreux forums locaux, régionaux, nationaux ou thématiques. Les 2'700 organisations inscrites et les milliers de citoyen-ne-s du monde entier qui ont convergé vers Tunis se sont sentis acteurs/actrices d'un espace démocratique ouvert appartenant à l'ensemble de la société civile planétaire.

Grâce au FSM, la société civile, au Sud comme au Nord, dispose aujourd'hui d'un important capital: les réseaux et campagnes internationales sont renforcés, les mouvements sociaux sont plus actifs, les ONG plus engagées et prêtes à assumer leurs responsabilités face aux problèmes globaux. Certaines idées et propositions du FSM sont également parvenues à franchir le seuil des institutions internationales.

Toutefois, les défis à relever pour tous les acteurs sociaux et pour le Forum lui-même en tant qu'espace ouvert, horizontal et démocratique, sont gigantesques. Le premier étant de concevoir et de formuler une ou plusieurs alternatives face à la crise actuelle du système, une crise profonde et appelée à durer. Deux conceptions cohabitent principalement au sein du FSM: l'une consistant à rechercher des alternatives dans le système lui-même, l'autre visant à trouver des alternatives radicales au système. De ce débat, une certitude s'impose: pour ceux qui subissent la guerre économique en position de faiblesse en capital, comprenez les pays dits du Sud, les pays en développement, les pays de l'Est européen et la partie pauvre du continent asiatique, la volonté de remplacer le système capitaliste ultralibéral et mondialisé est devenue une question de vie ou de mort. En effet, la cupidité du 1 % de la population mondiale est sans limite. Le sacrifice de populations entières ne signifie rien en face de leurs bénéfices, de leurs salaires et autres bonus et stock options.



Si l'urgence de casser le capitalisme n'est pas encore évidente pour la majorité des Suisses vivant dans un paradis ultralibéral et prédateur des richesses des nations moins développées, elle l'est devenue en dehors du monde occidental et riche. Pour illustrer cette affirmation, analysons ce qui a été défini comme axes thématiques du Forum Social Mondial 2013.

FSM Tunisie 2013, axes thématiques

1- **Pour un approfondissement radical des processus révolutionnaires et de décolonisation au sud et au nord** par l'épanouissement de nouvelles expressions sociales **contre les dictatures politiques et celles des marchés**, et pour le rétablissement des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et de leur souveraineté sur leurs ressources et leur destinée.

2- **Pour un monde débarrassé de toute hégémonie et de toute domination impérialiste exercée par le biais de la dette et du libre-échange comme outil d'appauvrissement, d'appropriation des richesses et de soumissions des peuples, des sociétés transnationales et du capital financier, de l'oppression patriarcale et des inégalités systémiques, et par des politiques sociales néolibérales comme machines de guerre contre les peuples.**

3- Pour la construction de nouveaux universalismes - comme réponse à la crise civilisationnelle et à la marchandisation de la vie - fondée sur la justice environnementale et l'accès universel et durable de l'humanité aux biens communs, la préservation de la planète comme source de vie, en particulier de la terre, de l'eau, des forêts, des sources d'énergie renouvelable et de la

biodiversité, le respect des droits des peuples indigènes, natifs, originaux, autochtones, et des diasporas, de leurs cultures, identités, territoires, langages et savoirs.

4- Pour une société humaine fondée sur les principes et les valeurs de dignité, de diversité, de justice, **d'égalité entre tous les êtres humains**, indépendamment des genres, des cultures, de l'âge, des incapacités, des croyances religieuses et basée sur le respect des droits individuels et collectifs, civils et politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux; et pour l'élimination de toutes les formes d'oppression et de discrimination basées sur le racisme, la xénophobie, les systèmes de castes, l'orientation sexuelle et autres.

5- **Pour la liberté de circulation et d'établissement de toutes et de tous**, plus particulièrement des migrants et des demandeurs d'asile, des personnes victimes du trafic humain, des réfugiés, des peuples indigènes, originaires, autochtones, traditionnels et natifs, des minorités, des peuples sous occupation, des peuples en situation de guerre et conflits et pour le respect de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux.

6- Pour la justice cognitive: Pour le droit inaliénable des peuples au patrimoine culturel de l'humanité, pour la décolonisation de la pensée et la démocratisation des savoirs, des cultures, de la communication et des technologies; **pour la fin des savoirs hégémoniques et de la privatisation des savoirs et des technologies, et pour un changement fondamental du système des droits de la propriété intellectuelle et de la recherche scientifique.**

7- Pour la construction de processus démocratiques d'intégration et d'union entre les peuples pour la réalisation de leur aspirations à la dignité et au mieux-être, et qui soient des réponses aux stratégies de division et d'hégémonie, et pour la généralisation des pratiques et des formes de **solidarité** qui renforcent la coopération entre les peuples.

8- **Pour un monde en paix débarrassé de la guerre comme instrument de domination économique, politique et culturelle, des bases militaires et des armes nucléaires, et respectant les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et de leurs ressources, et protégeant les peuples**

vivant sur des territoires occupés, sans États ou en situation de conflit.

9- Pour un monde démocratique garantissant, sans discrimination aucune, la participation de toutes et de tous à la vie et aux décisions politiques et économiques à tous les niveaux, local, national et international, dans le cadre d'institutions et de modèles de gouvernance réellement démocratiques, y compris du système des Nations Unies et des institutions financières internationales.

10- Pour la construction d'alternatives au capitalisme et à la mondialisation néolibérale régulées sur la base des principes de coopération, de justice fiscale et de redistribution internationale des richesses, centrées sur les besoins fondamentaux des peuples, mettant en avant de nouvelles manières de produire, de consommer et d'échanger, utilisant des énergies non nucléaires renouvelables, et interdisant les paradis fiscaux.

11- L'avenir du Forum: Pour une réflexion collective sur les mouvements sociaux, le sens des nouvelles luttes ainsi que sur le processus du Forum Social Mondial lui-même, les perspectives et stratégies pour l'avenir, afin de garantir la réalisation effective d'un autre monde possible et urgent pour tous et toutes.

Commentaires

Les thèmes ci-dessus ne laissent aucun doute quant à leur orientation anticapitaliste. Ces solutions proposées semblent frappées au coin du bon sens. Cependant, pour les voir se réaliser, il manque sans doute une prise de conscience de la majorité silencieuse mais également un remplacement global de notre système représentatif qui fixe la sociale-démocratie comme horizon indépassable à gauche. En effet, la victoire des politiques ultralibérales, dont la crise globale actuelle est le résultat, a été tant celle des partis de droite que celle de la sociale-démocratie. L'observateur, des années 80 à ce jour, aura vu la victoire des Partis socialistes simultanément à celle des marchés. Effectivement, en France, en Allemagne, en Angleterre, au Mexique et même aux USA, la dictature des marchés s'est imposée lorsque les sociaux-démocrates étaient au pouvoir. Cette information n'est pas nouvelle mais il est important de la répéter: le changement ne s'obtiendra pas

en faisant simplement confiance au système des partis actuels.

En effet, l'autre monde possible auquel aspirent les centaines de milliers de citoyens du monde dont les revendications sont résumées ci-dessus, ne surviendra qu'après avoir rompu totalement avec l'organisation politique représentative actuelle. D'ailleurs, que pouvons-nous encore attendre de gouvernants « corrompus » qui ont abandonné les prérogatives de la gouvernance au pouvoir économique et financier, trahissant au passage leur devoir de protection des plus faibles? Les gens qui s'engageront politiquement et socialement ne le feront plus pour un parti qui n'existe que parce qu'il fait allégeance au capital. Leurs seules actions acceptables résideront dans la mise en place d'un système solidaire, la défense des droits élémentaires de chaque être humain qui naît, le partage aussi équitable que possible des biens communs à tous, pour offrir à cha-

cun une vie digne partout sur cette planète et pour préserver à tout prix l'écosystème nécessaire à la vie. Le bilan catastrophique au niveau développement humain et écologique des partis politiques des « Démocraties représentatives » actuelles et bien sûr de la « dictature du prolétariat » invite à devoir inventer rapidement d'autres formes d'organisation. L'explosion du capitalisme par ses crises incessantes générant la paupérisation des 99%, par sa guerre permanente et inégale contre les plus pauvres et contre les immigrés, et par sa destruction industrielle et systématique de la nature nécessitera une organisation sociale et politique totalement repensée qui, pour que l'humanité survive, aura sans doute tout intérêt à s'approprier les règles de sagesse imaginées par les altermondialistes et autres anarchistes et pacifistes.

Rémy Gyger

Impressum

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 4x par année. Destiné aux membres et aux abonnés. Impression et mise en page: Deltagraph, Bienne. Tirage 1'600 exemplaires

Abonnement

Veillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse. Les membres d'Attac sont abonnés automatiquement.

Ont participé à ce numéro :

Christine Dellsperger, Remy Gyger, Gérald Mermet, Michel Pellaton, Sabrina Scardua, Jane Séligmann.

Les articles n'engagent que leurs auteurs. Ils ne représentent pas forcément la position d'Attac.

Traductions

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coordinatrad.attac.org ou en envoyant un mail à coordinatrad.ch@attac.org, ou par courrier postal auprès d'attac suisse

Courrier des lecteurs et lectrices

Réagissez, participez, n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions par mail: angles-ch@attac.org

Internet

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org, rubrique Angles d'ATTAC

Adresses

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org

Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org

Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, neuchatel@attac.org

Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org

Zürich: Attac Zürich, 8000 Zürich, zurich@attac.org

Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org

Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org

Bienne-Jura: CP 4314, 2500 Bienne 4, bienn-jura@attac.org

Valais: c/o Attac Suisse, 1205 Genève, valais@attac.org

Quand un patron se lâche

Maurice Taylor est PDG du groupe américain Titan International, leader mondial du pneu agricole (Yes, my Taylor is rich!). Ce grand patron a essayé, ces quatre dernières années, de racheter l'usine Goodyear d'Amiens et attribue l'échec de ce projet à l'opposition des syndicats. En janvier, Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, lui demande de revenir à la table des négociations. Suit un échange de propos peu amènes dont voici quelques extraits tous empruntés à M. Taylor :

Dans une première lettre: «J'ai visité cette usine plusieurs fois. Les salariés français touchent des salaires élevés, mais ne travaillent que trois heures. Ils ont une heure pour leurs pauses et leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures. Je l'ai dit aux syndicalistes français. Ils m'ont répondu que c'était comme ça en France. (...) Monsieur, vous voulez que Titan reprenne les discussions. Vous pensez qu'on est stupides? (...) Titan va acheter une entreprise de pneus chinoise ou indienne, payer ses ouvriers moins d'un euro de l'heure et expédier par bateau tous les pneus dont la France a besoin. Vous pouvez garder vos travailleurs.» Sur les ondes d'Europe 1: «Mais pourquoi il m'embête avec ça votre ministre? Il est stupide ou quoi? On parle de l'usine Goodyear et il s'adresse à moi. Vous devriez poser vos questions à cet imbécile!» Dans une seconde lettre: «Votre gouvernement a laissé les barjos du syndicat communiste détruire les emplois les mieux rémunérés.»

La brutalité des propos est sidérante. Cela démontre que les grands patrons ont un pouvoir sur la conduite du monde sans commune mesure avec celui qu'exercent présidents et ministres. M. Taylor le sait et peut donc se permettre la provocation et l'insulte à l'égard d'un ministre français.

Mais il y a plus inquiétant encore. M. Taylor est connu pour dire ce qu'il pense. Cela signifie qu'il est persuadé que ce qu'il dit correspond à la vérité: les ouvriers sont tous paresseux; les ouvriers français sont communistes (les ouvriers américains probablement un peu moins); les ouvriers indiens ou chinois travaillent dur et ne font pas d'histoires; les grands patrons sont riches parce qu'ils le méritent.

C'est la vision du monde de M. Taylor qui est effrayante et il est à craindre qu'elle soit partagée par une bonne partie de l'opi-

nion publique américaine. Le *Wall Street Journal* dans un édito déclare: «... Mais l'usine est contrôlée par la CGT, syndicat d'extrême-gauche que M. Taylor appelle, non sans raison, le syndicat communiste».

La Chine vient au secours de l'Occident

La China Ocean Shipping Company (Cosco) est le premier armateur chinois. Le Monde diplomatique nous apprend que cette société, contrôlée par l'Etat, a obtenu, en mars 2009, la gestion de deux des trois débarcadères à conteneurs du Pirée. Ces débarcadères appartenaient jusque-là à une société publique, c'est-à-dire à l'Etat grec. Il va de soi que celui-ci a fait quelques concessions pour conclure le marché: une redevance modeste d'une part, mais surtout des exonérations de cotisations sociales et des allègements fiscaux.

Un premier terminal, opérationnel depuis juin 2010, enchante la presse européenne par ses performances. Avec un million de conteneurs transbordés en 2011, la concession chinoise surpasse l'activité d'avant-crise et la mise en service du second débarcadère devrait multiplier l'activité par trois d'ici à 2015.

On peut craindre que le grand public ne soit pas conscient d'assister ici à un événement historique: l'alliance entre le capitalisme d'Etat chinois empreint des valeurs confucéennes – et parmi ces valeurs, bien sûr, la soumission à l'autorité – et le grand capitalisme libéral fondé sur la liberté individuelle. Dans la pratique cette alliance se traduit, entre autres, par le remplacement des dockers syndiqués par du personnel sans statut et payé moitié moins, la baisse des pensions de retraite, des temps de pause réduits, le licenciement des ouvriers indociles, et la réduction des équipes par portique de neuf à quatre personnes.

Le *Courrier international* (site du groupe «Le Monde») nous livre une analyse tout à fait conforme à l'air du temps du contraste avec l'autre moitié du port toujours sous gestion grecque: «Le fait que sa rentabilité soit à la traîne par rapport à celle de Cosco

en dit long sur la rigidité du droit du travail en Grèce et les salaires relativement élevés (pour ceux qui ont encore la chance d'avoir un travail) qui ont causé tant de tort à la croissance économique du pays.» On peut préférer la conclusion du *Diplo*:

Plus besoin de déplacer les industries vers l'Asie quand il suffit d'en importer les normes sociales.

Tout comme M. Taylor, le capitaine Fu Cheng Qiu, directeur général de Cosco, tient des propos très percutants. Au sujet de l'efficacité de son terminal, M. Fu affirme qu'elle repose sur un combat de chaque instant contre les vices qu'il impute aux travailleurs corrompus par l'Etat social: «Ils voulaient la belle vie, plus de vacances et moins de travail (*The New York Times*, cité par *Le Monde diplomatique*). Sans craindre la contradiction, il déclare aux sujets des syndicats: «N'en parlons pas. Il vaut mieux ne pas aller trop loin dans ce domaine (...) Je vous l'ai dit, nos employés sont heureux.»

Comment sait-il que ses ouvriers nagent dans le bonheur? Il le sait et cela suffit. Personne ne viendra le contredire.

Les sociétés suisses ne savent que faire de leur argent

Le Temps du 14 mars nous apprend que les 20 plus grandes capitalisations du pays croulent sous presque 200 milliards de francs de cash à la fin 2012. Cette bonne nouvelle est propre à nous réchauffer le cœur.

Les géants helvétiques ont très bien encaissé (!) la crise et ont réalisé des bénéfices supérieurs aux attentes. On nous explique que la demande reste hésitante au niveau global et que, par conséquent, il y a une vraie réticence à investir. Cela explique que ces entreprises aient ainsi accumulé de gigantesques réserves de liquidités.

Cela prouve une fois de plus qu'il ne sert à rien de diminuer les impôts des entreprises et des possédants pour relan-

Le marché nous gonfle

Un lecteur nous fait part de ses considérations en faveur d'un système bancaire socialisé. C'est avec plaisir que nous reproduisons ci-après son texte.

La crise financière se prolonge. Les États ont fortement soutenu les banques, puis les victimes de la crise et maintenant ils sont endettés. Nous avons fait confiance au marché pour gérer l'économie et nous avons perdu confiance. En qui pouvons-nous avoir encore confiance pour soutenir l'économie réelle? Nous voyons que les marchés pratiquent la spéculation et investissent davantage dans l'économie virtuelle qui gonfle, gonfle et finit par éclater. Elle entraîne dans sa chute l'économie réelle, ce qui provoque des faillites, du chômage, de la misère physique et psychique. Nous entendons qu'il faut moraliser le système mais n'est-ce pas le système qui doit être changé? Car ce système n'obéit qu'à une seule loi, l'argent au profit des particuliers et non pas au service de la société. Or l'argent est un bien public qui appartient à la société. Seule la Banque Nationale doit être autorisée à émettre de l'argent. Les banques privées n'émettent que de la fausse monnaie. Toute accumulation abusive d'argent doit être considérée comme une rétention de bien public. La bourse comme exutoire de l'argent privé doit être supprimée.

En effet il y a des biens privés comme les habits, la nourriture. Il y a des biens communs comme les coopératives d'habitation et les coopératives agricoles et il y a des biens publics comme les transports, l'électricité, l'eau et l'argent. Les bourses opèrent une gestion incohérente de l'argent. Il faut que l'argent soit au service de la société et non la société au service de l'argent. L'Etat doit garder le contrôle de l'argent qu'il émettra par le biais des banques publiques. Elles pourront le mettre à disposition des entreprises pour des activités utiles à la population, même si ces entreprises sont privées. Les entreprises restitueront aux banques publiques les bénéfices réalisés, après avoir payé les fournisseurs et les employés. Ainsi l'argent pourra servir à d'autres entreprises et non pas à l'économie virtuelle ou à la spéculation sur les biens essentiels comme le pétrole, le blé ou le logement. Le seul critère d'attribution ne sera pas le profit mais le développement social et le respect de l'environnement. Les banques seront des institutions publiques sous contrôle de l'Etat démocratique réparties dans tout le territoire.

Il y a évidemment des précautions à prendre car l'Etat est un grand gaspilleur d'argent. L'Etat veillera à ne pas dépenser plus qu'il ne dispose de liquidités, quitte à augmenter les impôts des plus riches, conformément à son rôle de redistributeur de richesses. Il n'émettra pas plus d'argent que la valeur des biens échangés par la société et leur plus-value. L'Etat gardera la possibilité de s'endetter pour lancer des investissements d'intérêt général comme de nouvelles voies de chemin de fer ou d'autoroute, entre autres. Pour le choix des investissements ce sera logiquement le rôle des élus avec la possibilité de s'y opposer par référendum. Il faudra également que la législation établisse un salaire minimum et un salaire maximum afin d'éviter les gaspillages. Avec le communisme, il y avait trop d'Etat puisque l'Etat était propriétaire et gestionnaire de toute entreprise. Il n'y avait plus de liberté d'entreprise, plus d'initiative privée. Maintenant, on assiste à la faillite des Etats dominés par les compagnies privées. Il est temps que le politique reprenne ses droits et gère convenablement les fonds publics. Les banques ne peuvent être que mondiales, nationales, cantonales ou communales avec des conseils d'administration élus par le peuple sous le contrôle de l'Etat et des Parlements.

Michel Monod, Genève

cer l'économie: personne n'investit dans de nouvelles capacités de production si les perspectives ne sont pas bonnes!

Le Temps souligne que le problème majeur c'est que, en banque, cet argent ne rapporte rien, ou presque. Notre journal préféré cite à ce sujet les propos d'Olivier Müller, analyste chez Crédit Suisse: «Si la rentabilité de cette liquidité n'est pas meilleure que celle que dégage l'entreprise dans son ensemble, la logique voudrait que cet argent aille aux actionnaires.» Cette logique vous échappe peut-être, mais elle a été dûment appliquée. Toujours selon *Le Temps*: «Les groupes suisses ont privilégié les dividendes, cette année. Une manne notamment prélevée sur les apports en capital, donc exempte d'impôts.» Il n'y a rien à redire, le peuple suisse l'a voulu ainsi!

Les dirigeants et surtout les actionnaires ont ainsi été largement récompensés de leurs immenses efforts. Mais on peut ici se permettre une question: Est-ce que l'on n'a pas oublié quelqu'un dans l'affaire? Les travailleurs me direz-vous? Vous n'y pensez pas! Ils bénéficient déjà de salaires élevés et ont la chance d'avoir, pour la plupart, gardé leur travail.

Gérald Mermet



Non le 9 juin à la révision de la loi sur l'asile !

Le 9 juin, le peuple suisse est appelé à se prononcer contre les mesures urgentes de la loi sur l'asile. C'est l'occasion de rappeler une triste réalité: la politique migratoire européenne tue. Selon le HCR, plus de 1'500 personnes sont mortes en Méditerranée en 2011 en essayant d'atteindre l'Europe.

A force de renforcer les frontières et de compliquer l'accès au continent, les candidats à l'exil sont contraints de prendre des risques sans cesse plus grands. Les obstacles sont multiples: parois de barbelés autour de Gibraltar, engagement de patrouilles sur les plages d'Afrique du Nord pour repérer les candidats à l'exil, construction d'un mur de plusieurs mètres de haut à la frontière entre la Turquie et la Grèce. L'imagination des autorités est impressionnante lorsqu'il s'agit de se barricader.

La Suisse regarde tout cela avec un petit sourire. Grâce à sa position géographique, notre pays n'a pas à ramasser des cadavres sur les plages. Mais la Suisse n'est pour autant pas moins coresponsable de ce massacre. Elle participe à Frontex, l'organe de surveillance des frontières européennes, et elle aide financièrement l'Europe à s'enfermer.

Précarité et enfermement

Jusqu'à l'année passée, les candidats à l'asile pouvaient déposer une demande par le biais d'une ambassade. Il était ainsi possible d'éviter de faire recours à des passeurs. Avec la nouvelle loi soumise au vote le 9 juin, cette façon de faire ne sera plus possible.

C'est une des nombreuses mesures qui vont rendre la vie encore plus difficile pour les migrant-e-s. Celles et ceux qui parviendront tout de même en Suisse se verront confrontés à des mesures toujours plus dures. Les réfugiés de la guerre (objecteurs de conscience ou déserteurs) n'auront plus droit à l'asile. Comme les conventions internationales empêchent leur renvoi dans leur pays d'origine, ils se verront réduits à vivre indéfiniment dans un statut d'admission provisoire, sans aucune perspective de voir leur situation s'améliorer.

Pour un peu que le migrant soit «récalcitrant», une notion sans aucune définition juridique, il sera susceptible d'être envoyé dans des centres spécifiques. Les Grisons ont déjà instauré un tel système à la Waldau: les requérants considérés comme difficiles sont envoyés dans ce centre isolé en pleine montagne, sans aucun encadrement. L'habitat se limite à des containers et les requérants sont contraints de rester sur place pour recevoir les quelques francs qui leur sont distribués pour se nourrir. S'absenter, au mauvais moment, c'est risquer de se voir privé de nourriture pour la journée.

Récemment les tensions qu'un tel cadre génère inévitablement ont fait une première victime: un homme est mort d'un coup de couteau.

Une seule consigne: «Dehors»

Faire la liste de toutes les mesures prises à l'encontre des réfugiés serait longue. La Suisse a un parlement de milice, mais il semble que dans le domaine de l'asile les parlementaires sont engagés à plein temps:



pas moins de trois révisions de la loi en quelques mois. Avec une consigne: toujours plus dur, toujours plus répressif.

On en vient à se demander pourquoi? Depuis des années, rares sont les requérants qui reçoivent le statut de réfugié. De ce point de vue, il n'y a pas de raison de durcir la loi. L'aide sociale a été réduite et si les réfugiés coûtent à la Confédération, ce n'est pas tant par leur présence mais, d'une part, parce qu'on leur interdit de travailler et d'autre part parce que les mesures policières et les renvois forcés sont très chers.

Droit d'exception

Les tracasseries dont sont victimes les requérants sont-elles un premier pas vers des restrictions amenées à s'étendre à tous les précaires? Les attaques contre l'aide sociale sont un signe qui ne trompe pas.

Les Juristes démocrates mettent l'accent sur un autre aspect inquiétant du paquet soumis au vote du 9 juin: le Conseil fédéral reçoit une délégation de pouvoir lui permettant de tester des nouvelles procédures par voie d'ordonnance, sans passer par le pouvoir législatif. C'est une atteinte grave aux principes de la séparation des pouvoirs.

Nous devons nous prononcer sur le premier volet de la révision, tout en sachant que la deuxième partie a déjà été adoptée au parlement et que la troisième est en cours. Cette séparation a été voulue par les autorités. Elle a permis de réintroduire la notion de droit d'urgence dans le langage politique. Accessoirement, cela a eu pour effet d'affaiblir les défenseurs des migrants confrontés à un véritable travail de Sisyphe.

Lechim



L'association Bleiberecht a rappelé une triste réalité lors d'une flashmob le 21 mars à Berne.